

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 25/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVOCOAT FRANCE SAS

2 rue d'Oresmaux
ZI Nord
60130 Saint-Just-en-Chaussée

Références : IC-R/0254/24-ED/MC
Code AIOT : 0005101542

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2024 dans l'établissement REVOCOAT FRANCE SAS implanté ZI Nord Route d'Amiens 60130 Saint-Just-en-Chaussée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVOCOAT FRANCE SAS
- ZI Nord Route d'Amiens 60130 Saint-Just-en-Chaussée
- Code AIOT : 0005101542
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REVOCOAT est spécialisée dans la production de pâtes plastiques et de pièces

préformées pour l'automobile. Les activités de cette société sont réglementées par arrêté préfectoral du 31 mars 2006.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Traitement des fumées - consignes	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59	Demande d'action corrective	1 mois
10	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Demande d'action corrective	3 mois
11	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Demande d'action corrective	3 mois
13	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
4	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
5	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Sans objet
7	Traitement des fumées - disponibilité documents	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
9	Surveillance des rejets -	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	programme		
12	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article VI.3	Sans objet
14	Emissions diffuses de COV	Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article VI.6	Sans objet
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article III.2.9	Sans objet
16	Classement SEVESO	Code de l'environnement du 14/03/2019, article R. 511-11-II	Sans objet
17	Rejets eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article V.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que le plan de gestion des solvants était à revoir notamment en termes d'estimation des quantités de solvants adsorbées par les charbons actifs.

Il est également à noter un faible dépassement en concentration de COV sur l'un des émissaires. Un nouveau rapport de mesure démontrant la conformité de ce point de rejet est attendu.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de justifier la fréquence de remplacement des charbons actifs et d'écrire des procédures de gestion de ses équipements de traitement des émissions atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Au vu du procédé présenté par l'exploitant, l'essentiel des émissions de COV est canalisé. En effet, les matières premières solvantées sont stockées dans des cuves fermées. Ces cuves alimentent via des tuyauteries des malaxeurs hermétiquement fermés. Le produit fini issu du malaxage est un produit de type mastic très visqueux. le produit contenu dans la cuve de malaxage est ensuite transféré pour être mis dans différents contenants fermés hermétiquement. A cette étape, le produit est à l'air libre et peut engendrer des émissions diffuses de COV. Cependant, le produit est très visqueux et semble peu émissif (aucune odeur de solvant n'était ressentie lors de l'inspection au niveau de ces cuves).

Il est à noter qu'une des machines de fabrication (Moritz) est reliée à l'extérieur via un dépoussiéreur dans lequel sont disposés des charbons actifs. Il s'agit du rejet canalisé de COV principal de l'exploitation.

Il est également à noter que l'arrêté préfectoral du 31/03/2006 liste 13 points de rejets de COV. A l'exception du rejet du dépoussiéreur indiqué ci-avant, il s'agit, en fait, d'extracteurs d'air ambiant et des hottes aspirantes du laboratoire de recherche et développement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I

Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses

Prescription contrôlée :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Constats :

Comme indiqué au point précédent, le stockage des matières premières liquides est réalisé dans des cuves fermées.

Concernant les produits pulvérulents, pour les grandes quantités, ceux-ci sont conditionnés en silos avant d'être injectés dans les malaxeurs. Pour les plus petites quantités, les produits pulvérulents sont conditionnés en sac. L'ouverture de ces sacs se fait au moyen d'une dessacheuse reliée à un dépoussiéreur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement des fumées - entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

<p>Le seul système de traitement des émissions atmosphériques de COV mis en place sur le site est l'utilisation de charbons actifs.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le fournisseur ne préconisait pas de périodicité de remplacement des filtres à charbon et que ceux-ci étaient remplacés une fois par an. Il indique que la périodicité était auparavant trimestrielle et qu'elle est passée annuelle en 2012.</p> <p>D'après le registre de l'exploitant, sur les 2 dernières années les charbons actifs ont été remplacés le 21/10/2022 et le 24/10/2023. L'exploitant a indiqué qu'il estimait que la fréquence annuelle de remplacement des charbons actifs étaient suffisantes au vu des résultats de mesures de COV effectuées sur cet émissaire. Cependant il est à noter que les mesures d'émissions de COV ne sont pas réalisées avant le remplacement des filtres à charbon. A titre d'exemple, en 2023, les charbons actifs ont été remplacés le 24/10/2023 et la mesure de COV a été réalisé le 14/12/2023 soit moins de 2 mois après le remplacement des filtres, ce qui ne permet pas de s'assurer que les filtres à charbons sont efficaces pendant 1 an.</p> <p>Concernant le dépoussiéreur, un décolmatage automatique est déclenché en fonction de la pression différentielle mesurée. Les filtres sont également remplacés tous les ans. D'après le registre de l'exploitant, le dernier remplacement de filtre date du 11/07/2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatif : il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, les éléments justifiant qu'une fréquence annuelle de remplacement des filtres à charbon est suffisante.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Traitement des fumées - conception

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré qu'en cas d'indisponibilité du dépoussiéreur équipé de filtres à charbon, l'installation était mise à l'arrêt. L'exploitant ne dispose pas de procédure</p>

<p>indiquant cette règle, mais les personnes qui ont été interrogées lors de l'inspection connaissent cette règle.</p> <p>L'exploitant a également indiqué que son système de traitement n'avait jamais été indisponible en dehors des périodes de maintenance. La consultation du registre de l'exploitant n'a pas mis en évidence d'incident sur le dépoussiéreur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : l'exploitant indiquera dans une procédure que l'arrêt de l'installation de dépoussiérage entraîne l'arrêt de l'installation reliée à celle-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Traitement des fumées - matériel disponible

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il achetait le charbon actif par sac de 25 kg avant le remplacement annuel des charbons.</p> <p>Concernant le dépoussiéreur, l'exploitant a indiqué qu'il disposait d'une réserve de 6 cartouches.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : l'exploitant étudiera la possibilité de disposer en permanence d'une réserve de charbon actif afin de pouvoir les remplacer à tout moment en cas de besoin.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Traitement des fumées - consignes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation et de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>[...]</p>

<p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>[...]</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré ne pas disposer de procédure pour le fonctionnement normal, les périodes de démarrage et d'arrêt ainsi qu'en cas de dysfonctionnement pour son installation de traitements des effluents atmosphériques.</p> <p>Non conformité (faits modérés) : l'exploitant ne dispose pas de procédure pour le fonctionnement normal, les périodes de démarrage et d'arrêt ainsi qu'en cas de dysfonctionnement pour son installation de traitements des effluents atmosphériques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'établir ces procédures et de les transmettre à l'inspection sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Traitement des fumées - disponibilité documents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes et documents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les registres de l'exploitant sont gérés informatiquement par un logiciel de GMAO qui a pu être consulté lors de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Surveillance des rejets - mesure

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant a déclaré qu'il faisait réaliser annuellement les mesures des rejets atmosphériques. Les rapports des mesures effectuées en 2023 ont été consultés. Ils sont réalisés par la société GINGER LECES Agence Nord qui dispose de l'agrément 2 (COV) jusqu'au 31/12/2024 par arrêté ministériel du 13 juin 2024 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets - programme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Cette prescription a été contrôlée par sondage via le rapport de mesure du 20/02/2024 du dépoussiéreur. D'après ce rapport, la mesure en COVt a été réalisée selon la Norme NF EN 12619 sous accréditation COFRAC et aucun écart à la norme n'a été relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des rejets - justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait contrôler l'ensemble des émissaires chaque année. Lors de l'inspection, il a été consulté, par sondage, quelques rapports de mesures 2023 des émissaires de COV. Ceux-ci indiquent une conformité vis-à-vis des Valeurs Limites d'Emissions (VLE) prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31/03/2006.</p> <p>Par mail du 11/06/2024, l'exploitant a transmis l'ensemble des rapports de mesure des émissaires de COV. Tous les résultats sont conformes aux VLE à l'exception de la tourelle n°27507730 correspondant à l'extraction d'une hotte du local R&D pour laquelle une concentration de 5,1 mg/Nm3 a été mesurée pour une VLE à 5 mg/Nm3.</p> <p>Non-conformité (faits modérés) : la concentration en COV mesurée sur la tourelle n°27507730 (5,1 mg/Nm3) dépasse légèrement la VLE (5 mg/Nm3).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'identifier les causes du dépassement constaté sur la tourelle n°27507730 ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées et de transmettre un nouveau rapport d'émission conforme sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Respect des VLE - conformité aux rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :</p> <p>1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</p> <p>2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au vu de l'activité du site, celle-ci semble être concernée par le 23° de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 : Fabrication de mélanges, revêtements, vernis, encres et colles</p>

(fabrication de produits finis et semi-finis, réalisée par mélange de pigments, de résines et de matières adhésives à l'aide de solvants organiques ou par d'autres moyens.

L'exploitant étant en cours de réalisation d'un dossier d'autorisation environnementale, il a indiqué que ce point serait vu avec son bureau d'études et intégré à son dossier.

D'après les rapports de mesures de COV effectuées en 2023, les mesures de COV sont réalisées sur 3 essais de 30 minutes chacun.

Comme indiqué au point précédent, la moyenne des 3 concentrations mesurées de COV effectuées sur la tourelle n°27507730 est de 5,1 mg/Nm3 a été mesurée pour une VLE à 5 mg/Nm3.

Il est à noter qu'aucune des concentrations mesurées sur chaque essai ne dépasse 1,5 fois la VLE.

Non-conformité (faits modérés) : la moyenne des concentrations en COV mesurée en 2023 sur la tourelle n°27507730 (5,1 mg/Nm3) dépasse légèrement la VLE (5 mg/Nm3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'identifier les causes du dépassement constaté sur la tourelle n°27507730 ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées et de transmettre un nouveau rapport d'émission conforme sous 3 mois.

Observation : l'exploitant vérifiera également dans quelle activité il se classe vis-à-vis de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et intégrera cette information à son dossier d'autorisation environnementale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Respect des VLE - tableau des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article VI.3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Les installations de combustion respectent les prescriptions de rejet suivantes :

Les caractéristiques des effluents atmosphériques avant rejet et après traitement sont au moins les suivantes :

installations	SO2 (en mg/Nm3)	NOx exprimé en NO2 (en mg/Nm3)	CO (en mg/Nm3)	Poussière (en mg/Nm3)
Chaufferie vapeur	35	150	200	5
Chaufferie siège1	35	150	200	5

Chaufferie siège 2	35	150	200	5
<p>Le flux total de composés organiques volatils pour l'ensemble des points de rejets est inférieur à 2 kilogrammes par heure.</p> <p>Le flux total de plomb est inférieur à 10 g par heure.</p> <p>Le flux total de chrome est inférieur à 5 g par heure.</p>				
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de l'inspection du 06/07/2023 :</u></p> <p>Il avait été constaté que pour les chaudières des bâtiments administratifs (dites chaudières siège 1 et 2), un dépassement de la concentration en NOx avait été constaté : concentration mesurée à 160 mg/Nm3 pour une concentration maximale autorisée de 150 mg/Nm3 (non conformité).</p> <p>Pour les « autres rejets » sur lesquels des analyses annuelles sont réalisées, il est à noter que l'installation nommée « étuve 233 » n'existe plus. S'agissant des flux horaires imposés sur les paramètres COV (2 kg/h), plomb (10 g/h) et chrome (5 g/h), l'exploitant avait indiqué ne pas vérifier ce point (non-conformité).</p> <p><u>Constats de l'inspection du 10/06/2024 :</u></p> <p>L'exploitant a déclaré avoir remplacé les chaudières par des équipements de plus petites puissances : 2 chaudières de 450 kW et 1 chaudière de 280 kW. Les factures du 23/04/2021 et du 30/03/2024 confirment ces propos. L'exploitant a indiqué que cette modification serait intégrée à son dossier d'autorisation environnementale</p> <p>L'article 1er de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 indiquant que les appareils de combustion de puissance thermique nominale inférieure à 1 MW ne sont pas soumis aux dispositions de cet arrêté, aucune VLE n'est imposée par cet arrêté ministériel. La prescription de l'arrêté préfectoral n'est donc plus adapté et sera modifiée dans le cadre de l'instruction du dossier d'autorisation environnementale que l'exploitant va déposer cette année.</p> <p>Concernant les flux d'émissions de COV, Cr et Pb, l'exploitant a bien fait procéder aux mesures sur les différents points d'émission en 2023. Cependant, il n'a pas sommé les différents flux pour s'assurer qu'il ne dépassait pas le flux maximal imposé pour le site. En tout état de cause, au vu des valeurs mesurées, les valeurs relatives à ces 3 paramètres sont largement respectées.</p>				
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : L'exploitant doit s'assurer qu'il respecte les flux horaires maximaux des émissions atmosphériques en sommant les flux horaires mesurés sur chacun des émissaires. De plus, il intégrera à son dossier d'autorisation environnementale le remplacement des chaudières sur son site.</p>				
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>				
<p>N° 13 : Plan de gestion des solvants (PGS)</p>				
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1</p>				
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)</p>				

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet annuellement son PGS via la plateforme GEREPE. Lors de l'inspection le PGS 2023 a été consulté. Certains points doivent être revus par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les quantités de solvants adsorbées sur les charbons actifs ont été comptabilisées dans le O5 (pertes de solvants organiques par réactions chimiques ou physiques sur le procédé ou sur les systèmes de traitement des effluents gazeux et aqueux). Le O5 peut être utilisé si les solvants adsorbés par le charbon actif sont in fine détruits. Si les solvants contenus dans les charbons actifs sont régénérés à l'extérieur, le O8 est à utiliser. En l'absence d'information du devenir des charbons actifs récupérés par le prestataire, le O6 peut être utilisé. Le jour de l'inspection, l'exploitant ne connaissait pas le devenir des charbons actifs repris par le prestataire. • les quantités de solvants adsorbées sur les charbons actifs sont déterminées par l'exploitant en prenant comme hypothèse de calcul un ratio d'adsorption par m2 de surface et en prenant en compte un changement de cartouche trimestriel (la superficie des cartouches d'adsorption est multipliée par 4 dans la méthodologie de l'exploitant). Cependant, comme vu précédemment, la fréquence de remplacement des filtres à charbon est annuelle et non trimestrielle. Les quantités adsorbées sont donc surestimées par cette méthode. • Les quantités de solvants contenues dans le produit final sont comptabilisées dans le O7 (solvants organiques ou préparations contenant des solvants (peintures, encres, colles, etc.) qui sont vendus ou sont destinés à la vente en tant que produits ayant une valeur commerciale). L'exploitant doit s'assurer que ces solvants ne sont pas considérés comme des impuretés ou des résidus présents dans le produit fini ce qui entraînerait une comptabilisation de ces solvants dans le O3 (quantités de solvants organiques présentes dans le produit fini sous forme d'impureté ou de résidu). <p>L'exploitant a indiqué qu'il allait revoir en profondeur son PGS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demandes de justificatifs : L'exploitant doit réaliser un nouveau plan de gestion de solvants en prenant en compte les différents points relevés lors de l'inspection et le transmettre à l'inspection sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 14 : Emissions diffuses de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article VI.6
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses de COV
Prescription contrôlée : Le flux annuel des émissions diffuses des composés organiques volatils ne doit pas dépasser 5 % de la quantité de solvants utilisée.
Constats : D'après le PGS fourni par l'exploitant, les émissions diffuses représentent 3,27 % des quantités de solvants utilisées en 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : L'estimation des émissions diffuses est susceptible d'évoluer en fonction des modifications apportées au PGS de l'exploitant (cf. point de contrôle précédent).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article III.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité font l'objet d'une inscription sur un registre mentionnant : <ul style="list-style-type: none">- la date et la nature des vérifications ;- la personne ou l'organisme chargé de la vérification ;- le motif de la vérification ;- les non-conformités constatées et les suites données à celle-ci.
Constats : <u>Constats de l'inspection du 06/07/2020 :</u> Il avait été constaté que, bien que les vérifications des moyens de lutte contre l'incendie et des dispositifs de sécurité étaient réalisées régulièrement, aucun registre comprenant l'ensemble des éléments prévus à l'article III.2.9 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2006, et notamment les suites données aux non-conformités constatées, n'était mis en place (non-conformité). <u>Constat de l'inspection du 10/06/2024 :</u> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son registre des vérifications des moyens de lutte contre l'incendie complété.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Classement SEVESO

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/03/2019, article R. 511-11-II
Thème(s) : Situation administrative, Règle du cumul
Prescription contrôlée : Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la " règle de cumul seuil bas " ou à la " règle de cumul seuil haut " lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1
Constats : <u>Constats de l'inspection du 06/07/2020 :</u> La consultation de l'état des stocks pour les substances dangereuses pour la santé (substances susceptibles de ne pas être comptabilisées pour leur dangerosité pour l'environnement pour laquelle la somme Sc proche de 1) n'avait fait apparaître qu'une seule substance ayant une dangerosité pour la santé et pour l'environnement, à savoir le Resorcinol. D'après le document présenté, la quantité maximale susceptible d'être présente sur le site était de 3,6 tonnes. Ainsi, en prenant en compte la mention de danger H400 (soit un seuil bas de 100 tonnes pour la rubrique 4510 de la nomenclature) pour la règle du cumul seuil bas, la somme Sc serait égale à 0,9645 ($3,6/100 + 0,9285$). Le seuil bas ne semblait donc pas atteint sur le site. Toutefois, le contrôle complet des substances présentes et de l'application de la règle de cumul seuil bas n'avait pas été réalisé lors de la visite. Il avait été demandé à l'exploitant d'intégrer toutes les mentions de danger des substances présentes sur le site pour l'application de la règle de cumul seuil bas. <u>Constats de l'inspection du 10/06/2024 :</u> L'exploitant a indiqué qu'il allait déposer en 2024 un dossier d'autorisation environnementale afin de passer au statut SEVESO seuil bas.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Rejets eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2006, article V.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux résiduaires
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de 2 points de rejet dans le réseau communal des eaux pluviales : - à l'est : eaux pluviales et eaux résiduaires, - au sud-est : eaux pluviales en provenance du parking de l'usine. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il n'avait plus de rejet d'eaux résiduaires qui sont traitées en déchets. Seules des eaux pluviales et sanitaires sont rejetées. Ce point a également été signalé par le prestataire lors des contrôles inopinés eau réalisé en 2023 et 2024 qui n'ont pu être effectués en raison de l'absence d'écoulement. Lors de l'inspection, le rejet aqueux de la zone est a été visualisé. Aucun écoulement n'a été constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : Dans le cadre de l'instruction du futur dossier d'autorisation, les rejets eaux seront mis à jour avec la situation existante. Au vu de cette situation, la réalisation de contrôle inopinée sur les rejets eau n'est plus nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite